



## MOTION Comité Technique Local EMPLOIS RASSEMBLEMENT DU 19 JANVIER 2016

A l'appel des organisations représentatives, de nombreux collègues sont venus ce matin pour exprimer leur colère légitime. En effet, pour la 13ème année consécutive, vous supprimez des emplois à la DRFIP Nord. Pire vous accélérez les restructurations et disparitions de services.

Pourtant, chaque jour, dans chaque service, la dégradation des conditions de travail s'accélère pendant que la qualité du service régresse et que la charge de travail explose. Les agents sont à bout de souffle sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des restrictions budgétaires, de l'accroissement continu de sollicitations dans nos services et de leurs restructurations incessantes.

Alors même que la crise économique amplifie les difficultés de nos concitoyens, nous ne sommes plus en capacité de répondre à leurs besoins. Cette situation génère des tensions sans précédent pouvant aller jusqu'à l'agression verbale voire physique des agents chargés de l'accueil. La seule réponse de l'administration aux difficultés, c'est la réduction des horaires d'ouverture au public ou des incitations multiples à ne plus se déplacer dans les Centres de Finances Publiques, quitte à abandonner nos premières missions de services publics.

Pour preuve, la situation de la DDFIP des Alpes maritimes qui a confectionné la semaine dernière une note pour expliquer sa politique en matière d'accueil téléphonique !

La direction a décidé face à l'impossibilité des services d'assurer convenablement l'accueil téléphonique, de re-paramétrer les lignes de tous les services de la DDFIP06, hormis les lignes directes des agents. Un répondeur annonce à présent : « *Centre des Finances Publiques bonjour, toutes nos lignes sont occupées, veuillez rappeler ultérieurement. Pour toutes vos démarches vous pouvez vous connecter à [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr).* »

À l'heure où la Direction Générale ne parle que d'offre plurielle multi-contacts pour pallier à la limitation de l'accueil physique, c'est maintenant l'accueil téléphonique qui ferme ses portes aux contribuables ne leur laissant comme alternative que le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), les Centres Impôts Services dont les appels sont facturés et les Centres de Contact.

Faire en sorte que les citoyens de ce pays ne puissent plus accéder directement au service public fiscal et foncier s'inscrit tout droit dans la politique économique menée par le gouvernement autour du pacte de croissance et de responsabilité. La principale conséquence réside dans la réduction de l'emploi public marquée par 2130 suppressions d'emplois supplémentaires aux Finances Publiques en 2016.

La contrepartie de moins de fonctionnaires, c'est tout simplement moins de services au public.

Pourtant, parce qu'ils sont viscéralement attachés à leur mission de service public et aux valeurs de la République, les agents des Finances Publiques continuent à œuvrer pour l'intérêt général dans des conditions de travail de plus en plus intolérables.

Les organisations syndicales dénoncent et s'opposent au repli de la présence du service public de proximité notamment par la suppression ou la fusion de trésoreries et services comme c'est le cas dans le Nord avec notamment :

- la fermeture de la Trésorerie de La Madeleine au 01/01/2016,
- la suppression de la partie SIE du SIP-SIE d'Avesnes sur Helpe
- les fusions de services à Lomme, Cambrai ou Maubeuge.

Pour la DGFIP, ce sont donc encore **2130 emplois qui seront supprimés en 2016**...bien plus

que les suppressions d'emplois de ces dernières années qui avaient déjà saigné les services. La DGFIP administration exemplaire d'un Ministère dit non prioritaire paye encore et toujours un tribu extrêmement lourd aux politiques d'austérité gouvernementales. Alors que les agents de notre administration représentent **6% des effectifs** de la Fonction Publique d'Etat, ils doivent absorber **54% des suppressions d'emplois...**

**Pour la 13ème année consécutive, vous allez appliquer la décision du Directeur Général de supprimer 51 emplois supplémentaires dans les services de la DRFIP Nord pour 2016 alors que le CTR en prévoyait 50 . Dans la réalité, ce sont 6 postes A+ (au titre de l'ASR et transformés en +7A), 34 B, 16C et 2 AST qui seront supprimés. Le transfert de 10 postes de la pairerie régionale de Picardie à la DRFIP Nord, ne sert qu'à tempérer le nombre important des emplois perdus.**

**Pas un service épargné depuis 10 ans, tous les secteurs de notre administration sont au bord précipice.**

Dans ce contexte d'efforts incessants demandés aux agents, les traitements et régimes indemnitaires sont gelés pour la sixième année consécutive.

Dans le même temps, la « démarche stratégique » mise en place, contre l'avis des organisations syndicales nationales et locales et donc des personnels vise, sous couvert de simplification, à l'abandon pur et simple de certaines missions et à de nouvelles vagues de restructurations dans nos services.

Si les vagues précédentes de suppressions d'emplois ont fortement dégradé les conditions de travail, désormais c'est l'existence même de certaines missions qui se trouve menacée.

De tout le département, remontent la lassitude, la démotivation et le ras-le-bol des collègues et même des chefs de service.

L'édifice ne tient plus que grâce à la conscience professionnelle et au dévouement de l'ensemble des agents.

**Pour les agents des Finances Publiques, nous exigeons :**

- l'arrêt des suppressions d'emplois et une revalorisation des moyens budgétaires à la DGFIP,
- le comblement des postes vacants,
- un véritable plan de reconnaissance des qualifications,
- le respect des statuts particuliers,
- le retrait des mesures régressives en matière d'affectation et de mutations,
- une revalorisation du régime indemnitaire, en particulier en y intégrant immédiatement tout le budget de la PIC, et l'abandon du RIFSEEP,
- une authentique transparence sur les restructurations et un moratoire sur celles-ci.

**N'en déplaise à notre Ministre, les agents de la DGFIP exercent eux-aussi des missions prioritaires indispensables à une saine gestion des finances publiques pour tous les citoyens de notre République.**

Cette situation est intolérable et inacceptable. Par le boycott de la première convocation du Comité Technique Local emplois le 12 janvier dernier, les organisations syndicales ont tenus à souligner qu'elles ne sauraient accompagner et cautionner le recul sans précédent du service public dans le Nord.

Aujourd'hui, vous reconvoquez le CTL sans aucun élément nouveau.

Au delà de notre opposition à la poursuite des suppressions d'emplois, vous profitez du CTL emplois pour supprimer purement et simplement, deux structures de contrôle fiscal, à savoir la 6ème BDV de Lille et le SCRA.

Depuis le début de l'année 2015, nous avons échangé sur l'aménagement des structures et du réseau à la DRFIP Nord. A aucun moment, le sujet du contrôle fiscal et de son organisation locale n'a été abordé. Ni d'ailleurs lors du dernier CTL qui s'est tenu quelques jours avant l'envoi des

documents de ce CTL, le 18 décembre.

**Aucune information, aucune explication** de la Direction pour les collègues concernés : c'est une nouvelle preuve de manque de considération total pour les collègues et nos missions.

Un jour, on vous appelle pour vous demander un dossier supplémentaire pour boucler le programme de contrôle fiscal de la Direction. Le lendemain, on vous informe téléphoniquement de votre liquidation...

Cynisme et violence dans toute leur splendeur !

Alors que d'aucuns le disaient sanctuarisé, le contrôle fiscal a déjà connu, directement ou indirectement, ces dernières années, de nombreuses suppressions d'emplois et réorganisations.

N'en doutons pas, le but de cette réorganisation du contrôle fiscal départemental est la suppression pure et simple de cette mission au plan local.

Nous contestons donc sur le fond et sur la forme cette décision inacceptable.

**Vous le savez la fraude et l'évasion fiscale sont évaluées à environ 80 milliards d'euros par an en France.**

Cette thématique de l'argent qui ne rentre pas dans les caisses de l'État continue de susciter de plus en plus d'intérêt au sein de la population et cela notamment parce qu'on ne cesse de nous parler d'austérité faute de rentrée d'argent pour l'État.

En 2012, le Sénat avait approuvé à l'unanimité un rapport sur « L'évasion des capitaux et des actifs hors de France et ses incidences fiscales. L'évasion fiscale internationale, et si on arrêta. »

61 propositions d'amélioration avaient été présentées dans sa synthèse. Nous n'en reprendrons qu'une, **la dix-septième : conforter les moyens humains et matériels de l'administration fiscale.**

Nous en sommes loin ! En quoi 2.000 suppressions d'emplois, année après année, répondent-elles à cette proposition ?

Au delà du contrôle fiscal, nous pourrions multiplier les exemples à l'infini, tant Monsieur le Directeur, la situation est dramatique à la DGFIP, et à la DRFIP Nord.

Attachés au service public, nous exigeons donc des moyens et une véritable ambition pour un service public républicain de qualité, efficace et accessible à toute la population. Nous n'accepterons donc pas la liquidation programmée de notre administration.

Des collègues de tous les services sont venus aujourd'hui pour vous exprimer leur ras-le bol. Au-delà des discours convenus et des éléments de langage habituels (prônant simplifications, dématérialisation et meilleure organisation...), vous leur devez des réponses concrètes et enfin satisfaire les revendications en matière d'emplois, d'exercice des missions, de conditions de travail.